



Juin 2011 - N° 98

Conjoncture économique en Loir-et-Cher

Résultats de l'enquête menée entre le 30 mai et le 17 juin 2011

Analyse réalisée sur la base de 134 réponses exploitables

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher et l'Observatoire, en partenariat avec le Conseil général, ont décidé de reconduire en 2011 l'enquête rapide de conjoncture mise en oeuvre depuis 2009. Celle-ci a pour objet de pallier l'insuffisance des informations disponibles au niveau local sur l'impact de la crise économique et financière. Pour cette 7^{ème} édition, environ **1 470 entreprises** de l'industrie, de la construction, des services et du commerce de gros ont été sollicitées entre le 30 mai et le 17 juin 2011.

Plus de 150 responsables se sont connectés au site Internet dédié à cette enquête et 134 réponses ont pu être exploitées. Trois relances ont été effectuées à quelques jours d'intervalle, permettant d'atteindre un **taux de retour** proche de **10 %** (pour les seules réponses exploitables). Les entreprises correspondantes emploient environ **2 800 salariés**.

Alors même que l'OCDE revoit à la hausse les prévisions de croissance pour l'économie française en 2011 (2 %), les entreprises du Loir-et-Cher ne sont pas toutes tirées d'affaire.

Les **perspectives ne s'améliorent** en effet que **lentement**, et pas dans tous les secteurs d'activités. Un des grands enseignements de cette enquête du mois de juin est d'ailleurs que **les écarts d'évolution** entre secteurs **se sont de nouveau agrandis fortement**.

Le contraste est en effet saisissant entre d'une part l'industrie et, dans une moindre mesure les services et d'autre part la construction et le commerce de gros.

Indubitablement, **l'activité industrielle est en croissance**. Les chiffres d'affaires sont en hausse, des parts de marché sont regagnées, y compris à l'international, les difficultés financières s'estompent, les perspectives d'activité sont bonnes pour les prochains mois. Les dirigeants du secteur font d'ailleurs preuve d'un bel optimisme ; certains (1 sur 4) ont recruté afin d'étoffer leurs effectifs permanents, le recours à du personnel d'appoint est également plus fréquent et les décisions d'investir sont tenues.

Une **amélioration se dessine dans les services**. Les chiffres d'affaires sont plus fréquemment en hausse qu'au cours des enquêtes précédentes. Les évolutions à la baisse sont toutefois encore assez nombreuses. A noter que

l'activité s'est réalisée ces derniers mois à **effectifs** quasiment **constants**, tant pour le personnel permanent que temporaire. Point très positif, la part des entreprises confrontées à des difficultés financières importantes est en net repli. Les **responsables tablent par ailleurs sur une activité plus soutenue à court terme**, les carnets de commande étant jugés très majoritairement satisfaisants.

Une **évolution inverse est attendue dans le commerce de gros**. Le niveau des commandes en portefeuille est jugé inquiétant, ce qui **pourrait entraîner une baisse d'activité** dans la moitié des entreprises. Ces perspectives rejaillissent fortement sur le moral des responsables, alors que les résultats du trimestre écoulé ne s'avèrent pas particulièrement mauvais.

L'optimisme des responsables de la **construction** s'effrite également. Les **chiffres d'affaires continuent à reculer**, les **difficultés financières** demeurent très **prégnantes**. Les entreprises ont été contraintes en conséquence de supprimer des postes, temporaires mais aussi permanents. Les **perspectives à court terme apparaissent nettement meilleures**, mais la prudence reste de mise, l'activité réelle s'étant souvent révélée inférieure aux prévisions.

Pour l'ensemble des entreprises, tout secteur confondu, un élément risque de peser sur les trésoreries : les clients mettraient plus de temps à régler leurs factures...

La croissance s'affirme dans l'industrie

S O M M A I R E

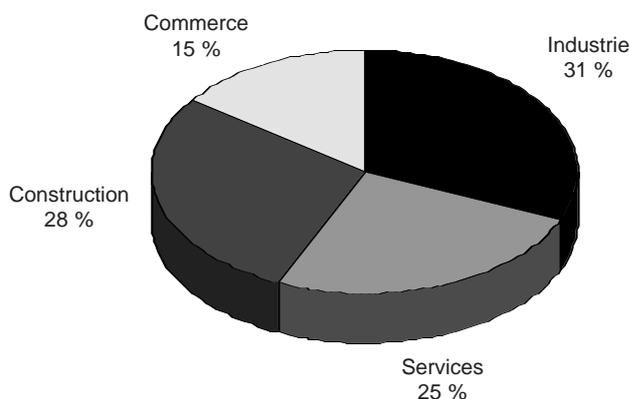
134 réponses exploitables	2	Stabilité des effectifs salariés non permanents	7
Répartition par activité	2	Davantage de recours au chômage partiel	8
Répartition par taille	2	L'effort d'innovation maintenu ou renforcé dans	
Les évolutions récentes	3	3 entreprises sur 4	8
Accélération dans l'industrie, la construction peine	3	Les prévisions pour les prochains mois	9
L'industrie reconquiert des clients	3	Les niveaux de commande à court terme apparaissent	
La construction toujours confrontée à de sérieuses difficultés		plutôt satisfaisants	9
financières	4	toujours peu de mouvements prévus sur les effectifs	
Des relations avec les banques le plus souvent		permanents	10
peu affectées	4	Des évolutions limitées dans le recours à du personnel	
Brusque allongement des délais de règlement des clients ..	5	d'appoint	10
Croissance des exportations	6	Les industriels de plus en plus confiants, davantage de	
Les investissements confortés seulement dans l'industrie ..	6	pessimisme dans le commerce de gros	11
Les effectifs permanents se renforcent un peu plus dans		Les soldes d'opinion font ressortir les divergences entre	
l'industrie	7	secteurs d'activités	12

134 réponses exploitables

Répartition par activité

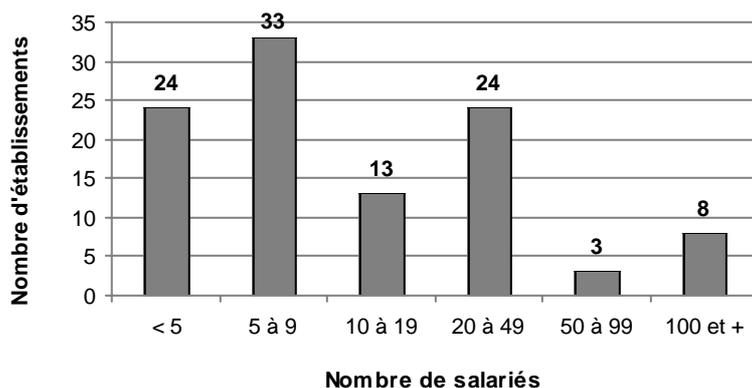
Le poids de chacune des activités (par grand secteur) reflète le choix initial qui a été opéré. Une large part a été donnée à l'industrie, secteur où un grand nombre d'emplois est en jeu.

Répartition des réponses exploitables par grand secteur d'activité



Répartition par taille

Répartition des réponses exploitables selon la taille des établissements



109 réponses

Les évolutions récentes

L'heure n'est **pas encore à la franche reprise**. Près d'**une entreprise sur 2** a connu un **recul de son chiffre d'affaires** au cours du printemps. Cependant, cette **évolution négative apparaît moins souvent importante** qu'au cours des enquêtes précédentes.

Les **écarts entre secteurs d'activités**, resserrés en février, se sont de nouveau **agrandis**. La **construction peine** en particulier à retrouver un chiffre d'affaires comparable à celui des années antérieures.

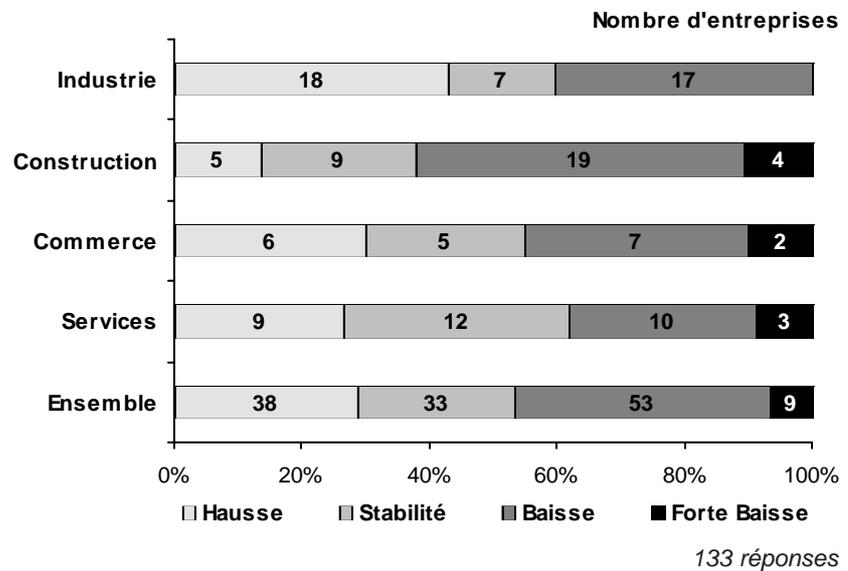
A l'opposé, **l'activité se redresse de plus en plus nettement dans l'industrie** (plus de 4 établissements sur 10). Globalement, une **amélioration est constatée par 3 responsables sur 10**, meilleur résultat des sept enquêtes réalisées.

Un peu plus d'**une entreprise sur 3** a **perdu des clients** ou des marchés au cours de la période récente ; cette **proportion** est en **léger retrait** par rapport à février. La **construction demeure la plus concernée**, mais moins fortement qu'auparavant (moins d'une entreprise sur 2).

A l'opposé, les **établissements ayant gagné des parts de marché sont plus nombreux** que lors des enquêtes précédentes : **1 sur 4** globalement, davantage dans l'industrie (1 sur 3).

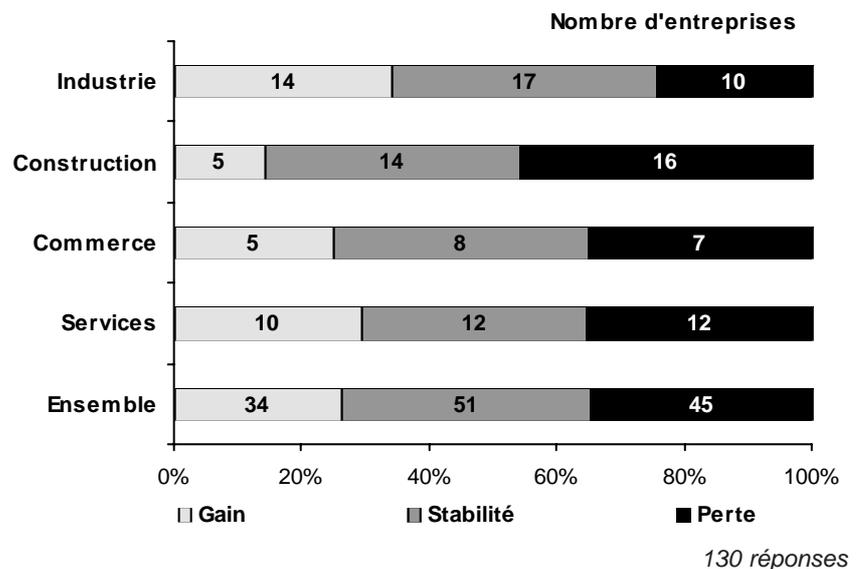
Accélération dans l'industrie, la construction peine

Evolution des chiffres d'affaires au cours des 3 derniers mois



L'industrie reconquiert des clients

Clients / marché : évolution récente

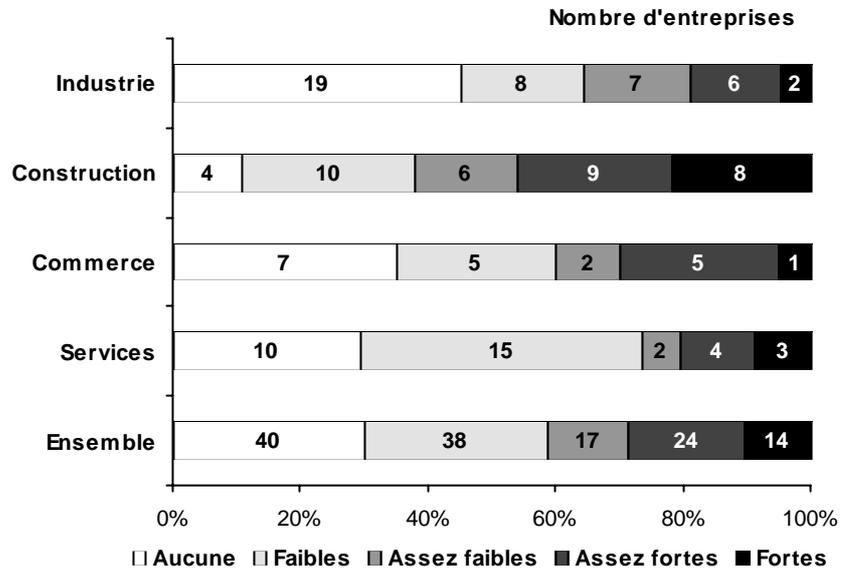


Environ **3 entreprises sur 10** sont confrontées à de **sérieuses difficultés financières**. Là encore, on note une **légère amélioration** par rapport à février, d'autant que simultanément, la part des responsables indiquant ne pas connaître de problème à ce sujet est en progression (6 sur 10).

La **situation demeure préoccupante dans la construction**. Les services et l'industrie sont très largement épargnés.

La construction toujours confrontée à de sérieuses difficultés financières

Difficultés financières : existence et intensité

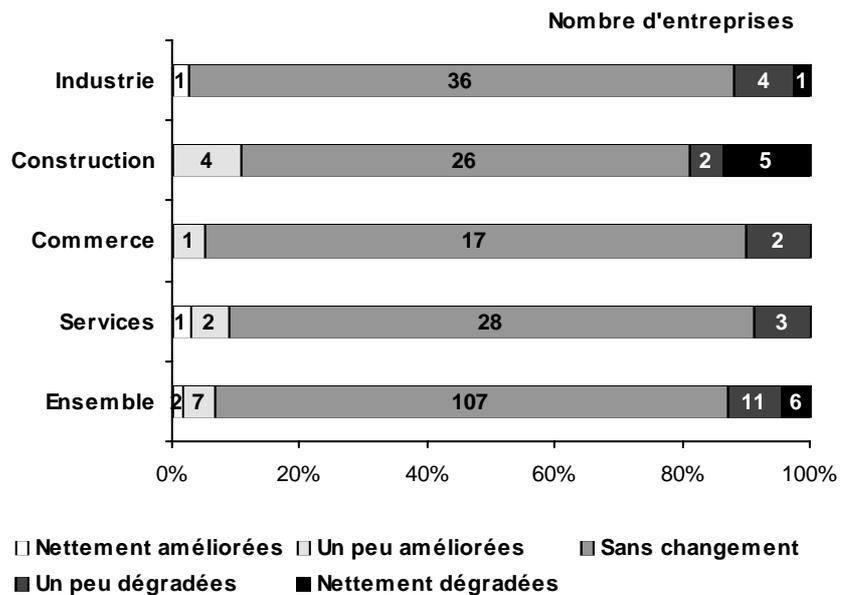


133 réponses

Dans l'immense majorité des cas, les relations entre les entreprises et leurs banques suivent leur cours tout-à-fait normalement. Dans la construction, les cas de tension sont plus nombreux (2 sur 10), mais en retrait par rapport à février.

Des relations avec les banques le plus souvent peu affectées

Evolution récente des relations avec les banques



133 réponses

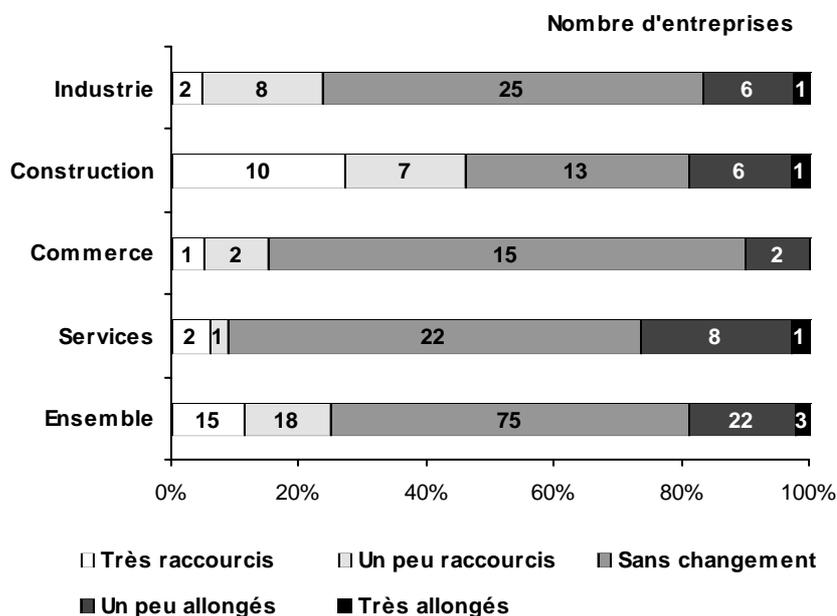
Brusque allongement des délais de règlement des clients

Tous secteurs confondus, les **délais de règlement des fournisseurs** se sont **raccourcis pour 1 établissement sur 4** (moins qu'en février). Dans la construction, c'est le cas pour près d'une entreprise sur 2.

Comme dans l'enquête précédente, **l'allongement** des délais concerne davantage les **services** : 1 entreprise sur 4 contre 2 sur 10 en moyenne.

Délais de règlement...

...aux fournisseurs

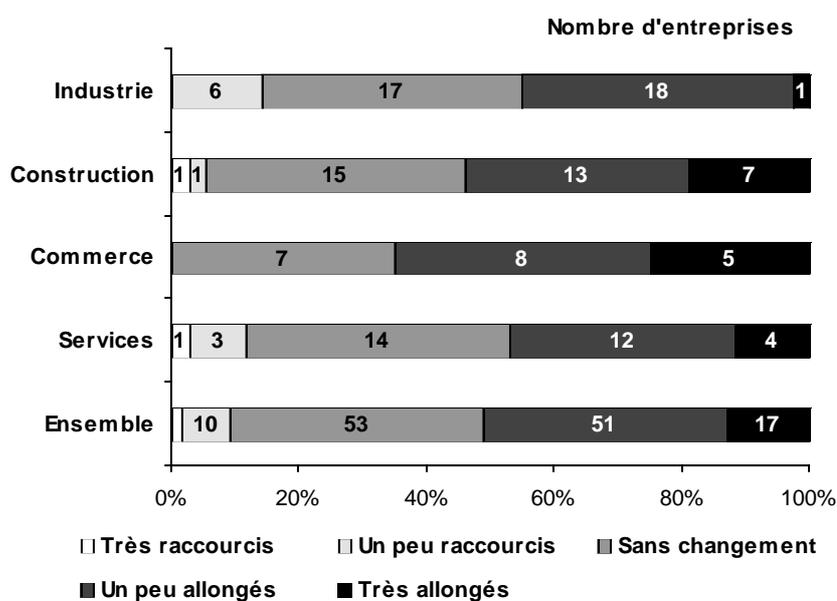


133 réponses

Jusqu'à présent, les modifications des délais clients étaient marginales. Cette enquête marque un **tournant important** : en juin, **1 établissement sur 2** en moyenne indique que **les clients prennent plus de temps pour régler leurs factures**. Dans le commerce, la proportion atteint 2 sur 3. Cette évolution constitue un signal qu'il convient de prendre en considération.

On peut ajouter que les cas de raccourcissement sont très réduits.

...des clients



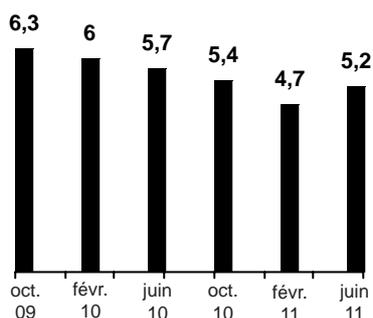
133 réponses

Un peu plus de 2 entreprises sur 10 environ ayant répondu à l'enquête ont une activité à l'export. Dans l'industrie, sur laquelle l'analyse sera de nouveau circonscrite, il y en a 1 sur 2.

Les **évolutions** apparaissent plutôt **favorables** : **1 entreprise** concernée **sur 3** a en effet **accru** le volume de ses **exportations** durant le printemps, alors que **moins de 2 sur 10** ont subi une **contraction**. Plus de la moitié les ont stabilisées.

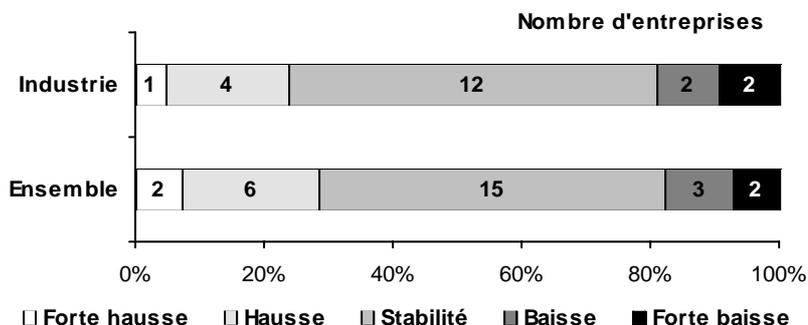
Le mouvement amorcé en faveur de **l'investissement** en février ne n'est pas confirmé. **Plus de la moitié des entreprises sont dans une position de report**. C'est le cas en particulier dans le commerce et la construction (près de 2 entreprises sur 3). **L'industrie** est en revanche sur une **dynamique positive** : des décisions d'ajournement concernent un peu plus d'un établissement sur 3 seulement.

Evolution de la part des entreprises ayant décidé d'ajourner leur décision d'investir (en pour 10)



Croissance des exportations

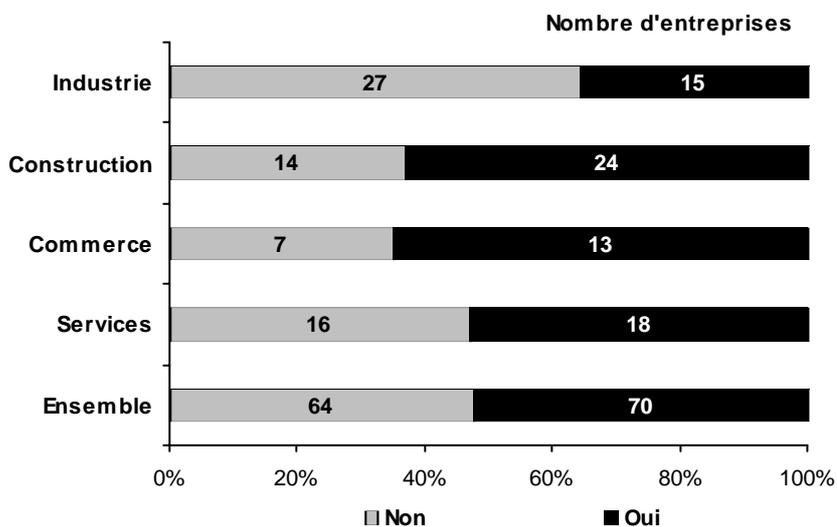
Evolution des exportations au cours des 3 derniers mois



30 entreprises concernées
Compte tenu du faible nombre de réponses dans les autres secteurs d'activité, seuls les résultats de l'industrie sont présentés

Les investissements confortés seulement dans l'industrie

Décision de reporter des investissements¹



134 réponses

1. Précisons que la formulation de la question ne permet pas d'isoler les entreprises n'ayant pas au préalable de projets d'investissement et n'ont donc pas de report à effectuer.

Les mouvements d'**effectifs permanents** sont toujours modérés : **stabilité dans 3 entreprises sur 4**. Toutefois, ils se sont **contractés** dans près de **2 sur 10** globalement, davantage dans le commerce et la construction.

La **croissance** est plus rare (environ 1 établissement sur 10), sauf dans **l'industrie** (1 sur 4).

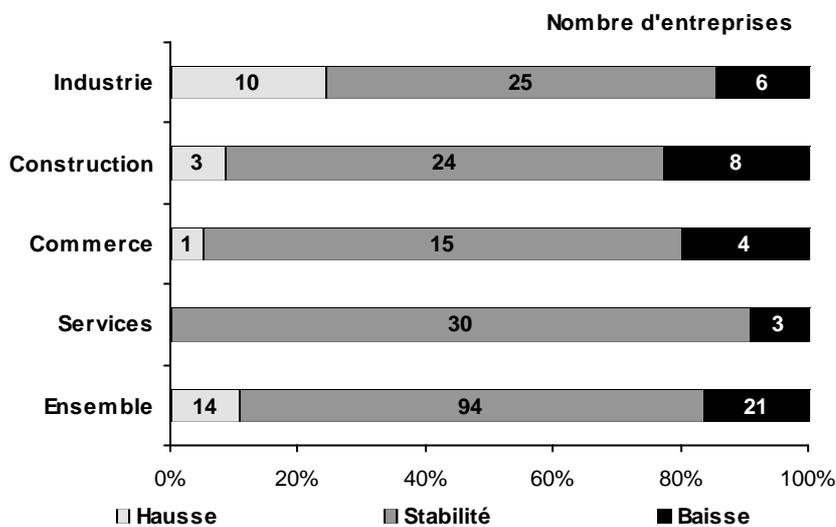
La **moitié des établissements a eu recours à des salariés non permanents** (intérim et CDD) au cours de la période récente, comme lors des deux enquêtes précédentes.

Tous secteurs confondus, les **effectifs** concernés sont **stables dans plus de la moitié des entreprises**. C'est encore plus souvent le cas dans le commerce de gros et surtout les services (3 sur 4).

Les cas de **création ou de suppression de postes non permanents** sont relativement **équilibrés** (de l'ordre de 2 sur 10). Les **suppressions** ont toutefois été **plus fréquentes dans la construction** et les **créations** relèvent **principalement de l'industrie**.

Les effectifs permanents se renforcent un peu plus dans l'industrie

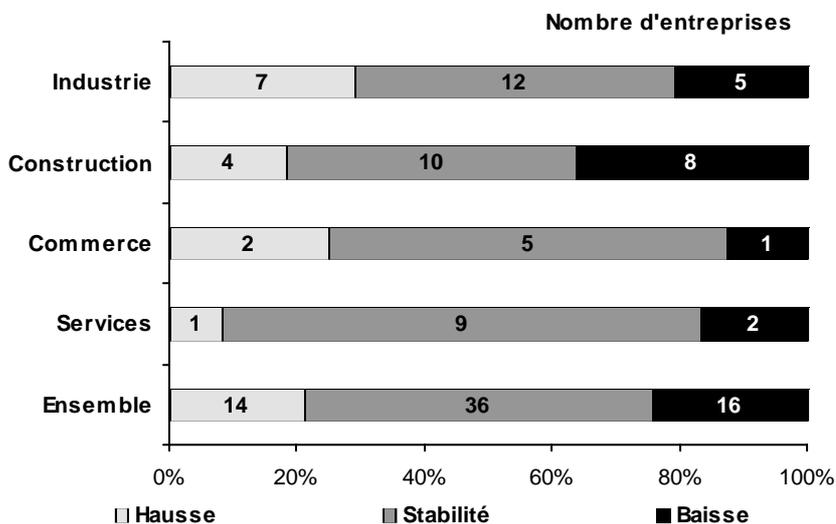
Evolution récente des effectifs permanents



129 réponses

Stabilité des effectifs salariés non permanents

Evolution récente des effectifs non permanents



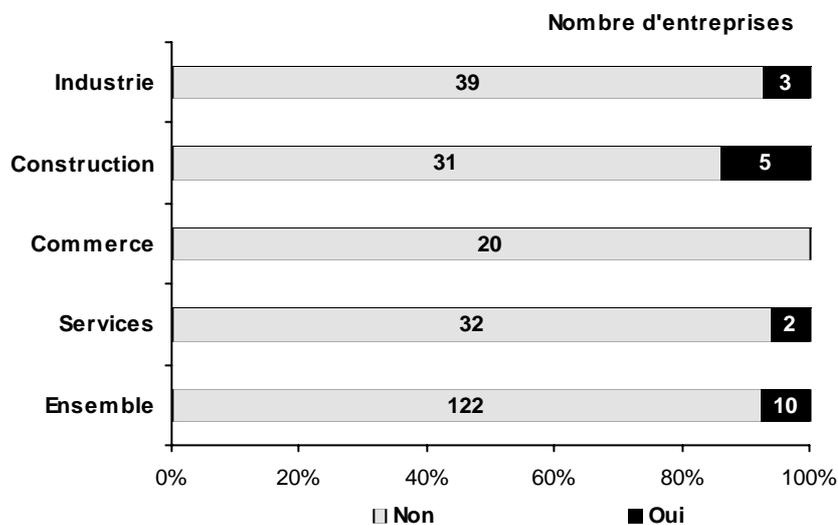
66 entreprises concernées

Parmi les entreprises ayant répondu à l'enquête, **10 ont recouru au chômage partiel, soit près d'une sur 10**. C'est un peu plus que lors de l'enquête de février.

La **construction** regroupe la moitié des entreprises ayant dû faire appel à cette mesure.

Davantage de recours au chômage partiel

Recours au chômage partiel



132 réponses

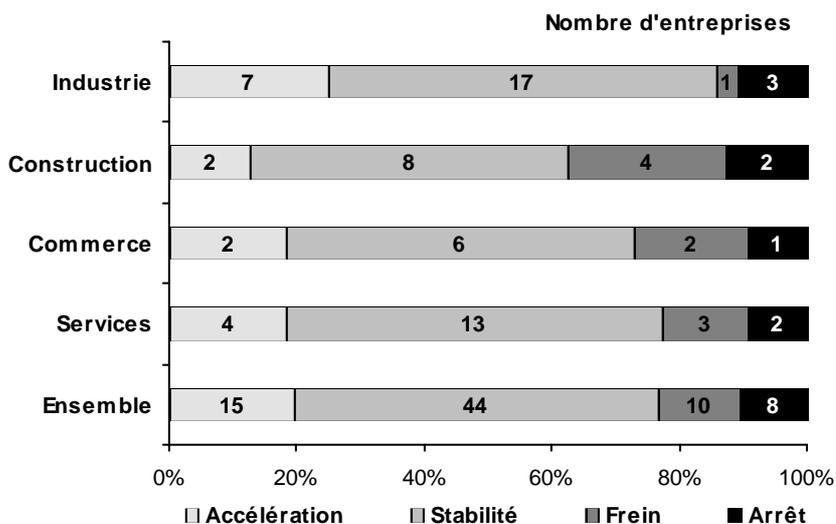
77 entreprises de l'échantillon recueilli ont une **politique active d'innovation ou de recherche et développement**. Parmi celles-ci, **10** ont pris la décision de **ralentir ces activités et 8 de les stopper totalement**.

Les **efforts** en la matière ont au contraire été **intensifiés dans 15 établissements** dont 7 de l'industrie et 4 des services. Ils ont été **maintenus dans plus de la moitié des entreprises** concernées.

Au final, les évolutions ne sont guère différentes de celles observées lors des deux enquêtes précédentes.

L'effort d'innovation maintenu ou renforcé dans 3 entreprises sur 4

Impact sur les activités de R&D, innovation, développement de nouveaux produits ou services



77 entreprises concernées

Les prévisions pour les prochains mois

La part des dirigeants rassurés par leurs carnets de commande à 3 mois continue à s'accroître petit à petit. En juin, elle atteint **2 sur 3**, tous secteurs confondus. Dans l'**industrie**, ils sont même **plus de 8 sur 10**. Les responsables de la **construction** sont **majoritairement confiants**, mais un peu moins que lors de l'enquête de février. En revanche, l'**inquiétude** reste assez vive dans le **commerce de gros**.

(voir également p. 12)

La **visibilité sur les carnets à 6 mois** reste très problématique. Un nombre non négligeable de responsables ne se prononcent pas. Ceux qui le font sont le plus souvent inquiets, sauf dans l'**industrie**.

Les **perspectives d'activité** au cours des prochains mois apparaissent **un peu moins favorables** qu'en février.

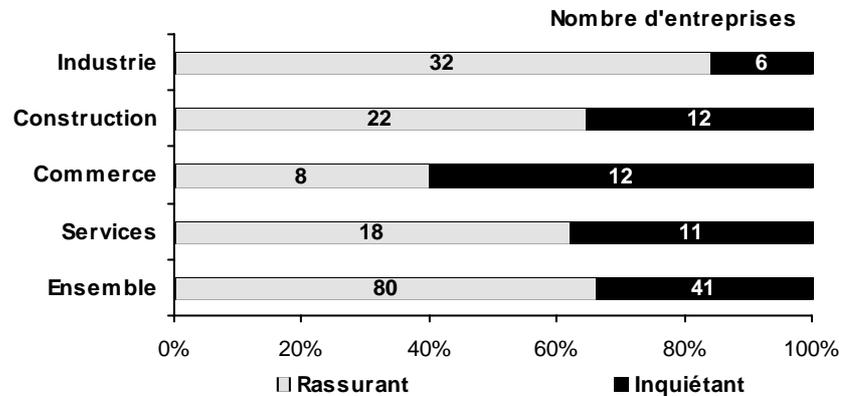
Une **croissance est attendue dans 1 établissement sur 4** quel que soit le secteur et dans **1 établissement industriel sur 3**. Ces résultats sont voisins de ceux du début d'année 2011.

En revanche, **3 dirigeants sur 10 anticipent une diminution** (2 sur 10 en février) ; ceux du commerce de gros sont à nouveau les moins confiants (1 sur 2). On note toutefois que l'**intensité de ces baisses** devrait dans l'ensemble être **plus modérée** qu'auparavant.

Les niveaux de commande à court terme apparaissent plutôt satisfaisants

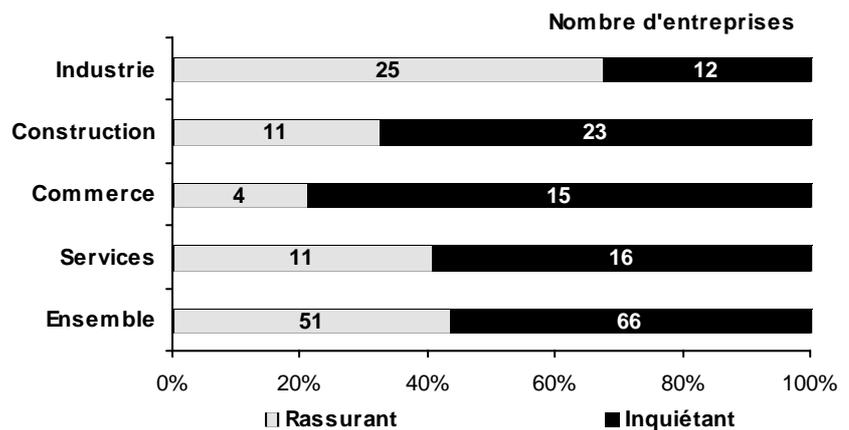
Prévisions du carnet de commande...

...à 3 mois



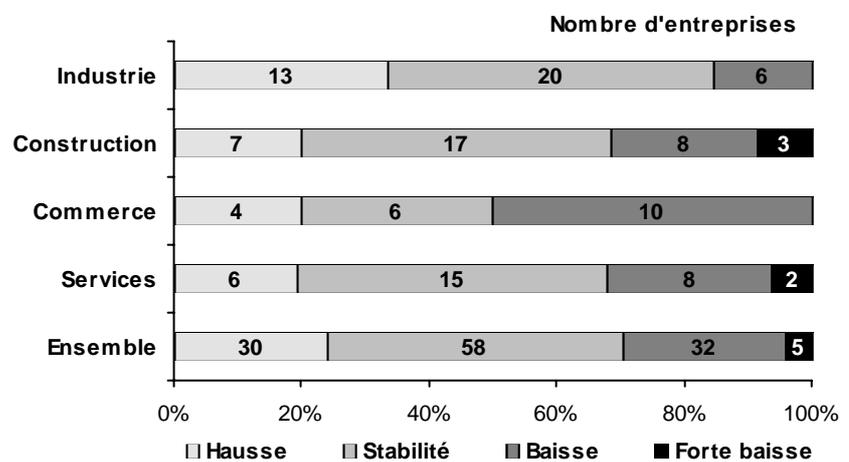
121 réponses

...à 6 mois



117 réponses

Prévisions d'évolution de l'activité



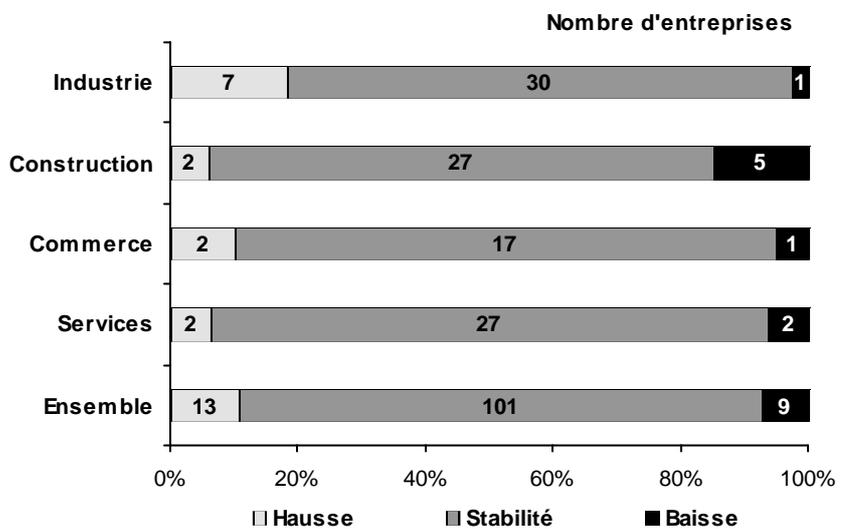
125 réponses

On ne constate **que peu de modifications dans les prévisions sur les effectifs permanents** par rapport aux enquêtes précédentes. La **priorité** reste donnée à leur **maintien au niveau actuel**.

On peut cependant pointer des **réductions un peu plus nombreuses dans la construction** et un **renforcement des équipes** dans près de **2 établissements industriels sur 10**.

Toujours peu de mouvements prévus sur les effectifs permanents

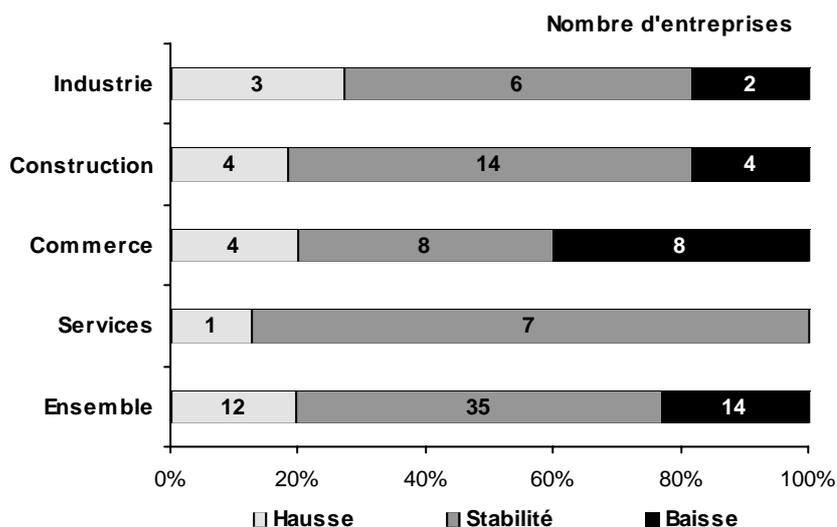
Prévisions des effectifs permanents



123 réponses

Des évolutions limitées dans le recours à du personnel d'appoint

Prévisions des effectifs non permanents



61 entreprises concernées

Pour les **effectifs non permanents**, l'**équilibre global** entre créations et suppressions de postes enregistré durant le trimestre écoulé **devrait perdurer** dans les semaines à venir (**2 entreprises sur 10**).

A noter néanmoins que **des postes devraient être supprimés** dans **4 entreprises du commerce de gros sur 10** (1 sur 4 précédemment) parmi celles qui sont concernées.

Toutes activités confondues, la part des **optimistes** est rigoureusement identique pour cette enquête à celle de la précédente, soit un peu moins de **4 responsables sur 10**. Les **divergences entre secteurs** sont cependant **plus marquées** : plus de la moitié des responsables de l'industrie sont confiants contre 3 sur 10 dans les services et la construction, et 1 sur 4 dans le commerce de gros.

La proportion de ceux qui ne **se prononcent pas** est en léger repli, sauf dans les services (près de la moitié). En revanche, les **rangs des pessimistes s'étoffent quelque peu**, en particulier dans le **commerce** (4,5 sur 10).

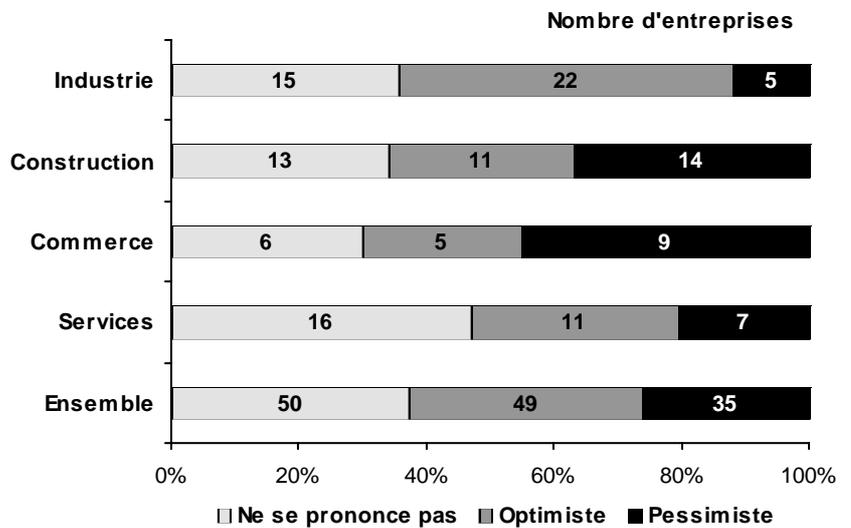
(voir également p. 12)

Une vingtaine de responsables éprouvent des craintes pour la pérennité de leur entreprise (davantage qu'en février). Pour 6 d'entre eux, la menace serait particulièrement vive.

Comme en début d'année, les plus inquiets se trouvent dans la construction et les services.

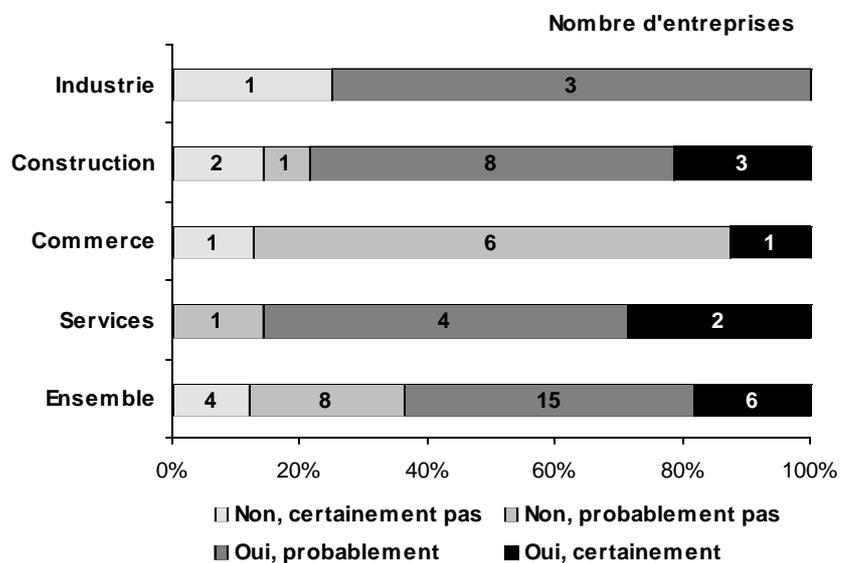
Les industriels de plus en plus confiants, davantage de pessimisme dans le commerce de gros

Sentiment général des dirigeants



134 réponses

Menaces sur la pérennité de l'entreprise



33 réponses sur 35 entreprises concernées

Les soldes d'opinion font ressortir les divergences entre secteurs d'activités

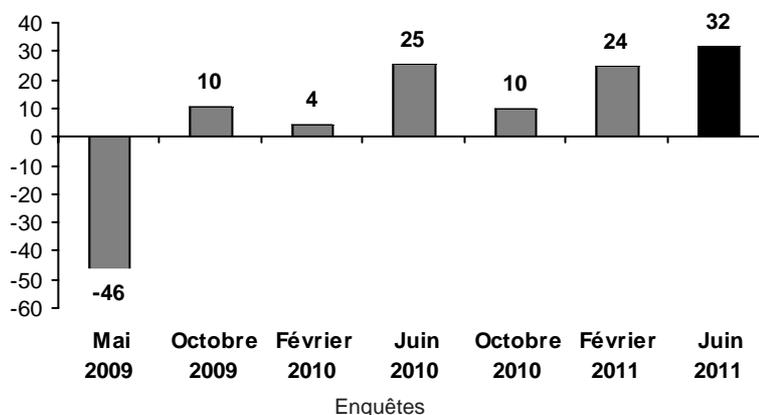
Le suivi de l'évolution des **soldes d'opinion** se fait sur les 7 enquêtes s'étalant sur environ 2 ans.

Pour les **carnets de commande à 3 mois**, le ratio de juin 2011 est le **plus élevé** obtenu jusqu'à présent. Les responsables **les plus enthousiastes** se trouvent dans **l'industrie**, comme en février.

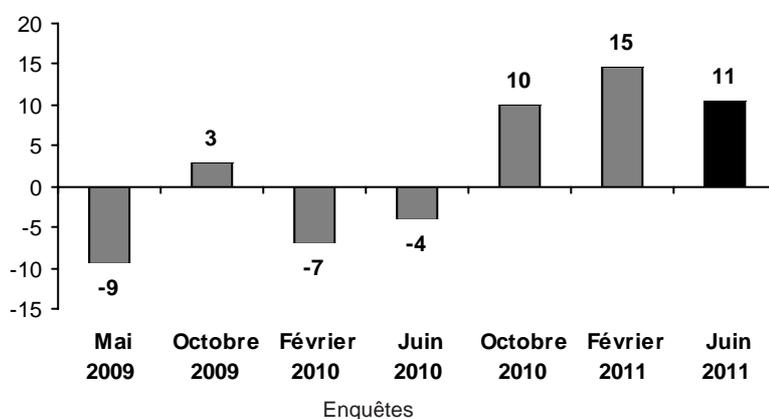
De même, **l'inquiétude l'exporte** de nouveau assez largement dans le **commerce de gros**.

L'optimisme émanant des commandes engrangées doit être tempéré. En effet, le solde d'opinion des responsables sur leur **sentiment général**, bien que nettement positif, se situe **en retrait de celui de février**. Le manque persistant de visibilité et les **difficultés rencontrées par la construction et le commerce de gros** ne sont pas étrangers à cet état de fait. Les soldes sont d'ailleurs négatifs dans ces deux secteurs, contrairement aux services et surtout à l'industrie. Les **écarts** constatés en février se sont encore **aggravés**.

Prévisions du carnet de commande à 3 mois



Sentiment général des dirigeants



Note méthodologique

Le solde d'opinion est défini comme la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et celle ayant exprimé une opinion négative. Il peut s'appliquer aux questions qui appellent une réponse à deux ou trois modalités, telles que "optimiste", "ne se prononce pas", "pessimiste" ou "rassurant", "inquiétant". A partir de ces réponses, on calcule le pourcentage de répondants optimistes et de répondants pessimistes. Le solde d'opinion est alors établi comme la différence entre ces deux pourcentages. L'intérêt de cet indicateur réside moins dans le résultat d'une enquête que dans son évolution au fil du temps.

Directeur de la publication : Alain QUILLOUT - Edition électronique

Dépôt légal à parution - ISSN 1625-4627

Observatoire de l'Economie et des Territoires de Loir-et-Cher - 34 avenue Maunoury - 41000 BLOIS
Tél : 02.54.42.39.72 • Fax : 02.54.42.42.02 - www.observatoire41.com - E-mail : infos@observatoire41.com